

---

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 21 MARS 1844.

**PROJET DE LOI SUR LES PENSIONS DES MINISTRES <sup>(1)</sup>.**

*Dispositions proposées par M. DE CORSWAREM.*

Le Ministre qui, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1830, aura été deux années au moins à la tête d'un Département ministériel, sera admis de plein droit à la pension, à la cessation de toutes fonctions salariées.

Il en sera de même du Ministre qui, sans avoir été deux années à la tête d'un Département, aura, avant son entrée au Ministère, rempli des fonctions publiques rétribuées par l'État.

La partie de la pension à laquelle un chef de Département aura droit à la cessation de ses fonctions ministérielles, sera liquidée séparément de la partie à laquelle il aura droit pour fonctions ultérieures.

Ces parties de pensions seront liquidées d'après les dispositions de la section 2 du chapitre 1<sup>er</sup>; mais sur le traitement d'une année, si le Ministre a rempli pendant moins de trois ans des fonctions publiques rétribuées, et sur le traitement de la dernière année des fonctions remplies après la sortie du Ministère, si elles ont duré moins de trois ans.

---

(1) Projet de loi générale sur les pensions et Annexe, n° 149.

Rapport, n° 236.

Amendement concernant les pensions des Ministres, n° 260.

Projet de loi sur ces pensions, n° 268.